

Octobre 2025

Marchés publics – Maîtrise d'œuvre

REGLEMENT DE CONSULTATION

PROCEDURE APPEL D'OFFRE

POUVOIR ADJUDICATEUR : INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAe)

OPERATION : Réalisation de l'incubateur du CIAG

REFERENCES DE L'AVIS D'APPEL A CONCURRENCE 2025C41-MOE PROGRAMMISTE CIAG 714254-2025

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PASSE EN PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE

OBJET DU MARCHÉ : Contrat de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment Astro-Centre afin d'accueillir l'incubateur du CIAG

Maître de l'ouvrage : INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT

Adresse : Centre de recherche INRAE des Antilles-Guyane - Établissement public à caractère scientifique et technologique - Domaine Duclos – Prise d'eau - 97170 PETIT-BOURG

Courriel : achats-publics-antilles@inrae.fr

Adresse internet (U.R.L.) : <https://www.inrae.fr/centres/antilles-guyane>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Code NUTS : FRY10

Date limite de réception des offres :

VENDREDI 21 NOVEMBRE 2025

Heure : 17H00 (Heure de Guadeloupe)

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
1.1. Nature et consistance de l'ouvrage à réaliser, planning prévisionnel	5
1.2. Contenu de la mission confiée à l'attributaire	5
1.3. Décomposition en tranches	5
1.4. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution.....	6
1.5. Compétences exigées.....	6
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	6
2.1. Procédure mise en œuvre : procédure d'appel d'offres ouvert	6
2.2. Liste des documents composant le DCE.....	7
2.3. Variantes.....	7
2.4. Prestations supplémentaires éventuelles	7
2.5. Modifications de détail au dossier de consultation	7
2.6. Délai de validité des offres	7
2.7. Mode de dévolution.....	7
2.8. Réalisation de prestations similaires.....	7
2.9. Visite des lieux d'exécution du marché	8
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER	8
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	8
4.1. La réponse en groupement	9
4.2. Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité du sous-traitant.....	9
4.3. Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que des co-traitants ou des sous-traitants.....	9
ARTICLE 5 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
5.1. Eléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	9
5.2. Eléments nécessaires au choix de l'offre.....	11
ARTICLE 6 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	12
6.1. Critères	12
6.2. Vérification de la situation de l'attributaire	12
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
7.1. Conditions de la dématérialisation	13
7.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	13
7.3. Modalités de signature des candidatures et des offres.....	14
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	15
ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS	15

ARTICLE 10 – JURIDICTION COMPETANTE15

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Nature et consistance de l'ouvrage à réaliser, planning prévisionnel

a – Nature et consistance de l'ouvrage :

Réhabilitation du bâtiment Astro-Centre pour accueillir l'incubateur du CIAG dont les caractéristiques techniques et fonctionnelles sont précisées dans le document programme.

b – Lieu d'exécution : Domaine Duclos – Prise d'eau - 97170 PETIT-BOURG

c - Enveloppe prévisionnelle des travaux : 1 500 000 € HT

d – Planning prévisionnel :

- Phase conception (DIAG – AVP – PRO – DCE) : 4 mois
- Phase travaux prioritaires : 4 mois
- 2nd Phase travaux : 12 mois

1.2. Contenu de la mission confiée à l'attributaire

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet l'exécution des missions de maîtrise d'œuvre suivantes définies par le livre IV de la partie 2 du code de la commande publique et précisées dans le CCAP :

- Etudes diagnostic (DIAG)
- Etudes d'avant-projet sommaire (APS)
- Etudes d'avant-Projet détaillé (APD)
- Études de projet (PRO)
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Visa des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)
- Coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI)

La description administrative et technique des prestations et les conditions de leur exécution sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans le Programme.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer ce marché pour les raisons suivantes :

- Compte tenu de l'interaction des résultats attendus et de la nature des prestations, dans un souci d'économie financière, il n'est pas prévu de décomposition en lots

1.3. Décomposition en tranches

☐ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

☒ Il est prévu une décomposition en tranches.

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle définie comme suit :

Tranche ferme :

- Missions DIAG / APS / APD / PRO portant sur l'ensemble du programme
- Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur les travaux prioritaires du programme ayant un budget de 250 000 €HT

Tranche optionnelle 1 : Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur la seconde phase de travaux qui permettra de compléter le programme de travaux prioritaires par les autres travaux prévus au programme.

1.4. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

Durée du marché

La durée totale du marché est de 20 mois comme détaillé dans l'acte d'engagement (art. 2.4 et 3.4).

Le marché ne sera pas reconduit.

Date prévisible de démarrage de la prestation

La prestation devrait démarrer au quatrième trimestre 2025.

1.5. Compétences exigées

La présente consultation s'adresse à des équipes de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaires ayant les compétences suivantes :

- Architecture en milieu tropical insulaire,
- Conception de laboratoire de recherche,
- Bâtiment et superstructure en milieu tropical insulaire,
- Confortement parasismique de bâtiment
- Électricité et fluides en milieu tropical insulaire, fluides spéciaux, extraction d'air, atmosphère contrôlée,
- Aménagements intérieurs, acoustique,
- Économie de la construction.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations de services ainsi que les diplômes ou équivalents attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lequel il s'appuie (cf. supra art. 5 Conditions de participations), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique. Le candidat apporte la preuve par tout moyen approprié qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché.

Pour les candidats non établis en France, les pièces similaires au regard des règles d'effet équivalent.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du code de la commande publique, selon la procédure suivante : **Procédure d'appel d'offres ouvert (art R.2161-2 à R.2161-5).**

2.1. Procédure mise en œuvre : procédure d'appel d'offres ouvert

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées.

Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

2.2. Liste des documents composant le DCE

- le présent RC
- le cadre d'acte d'engagement
- le CCAP
- le CCTP
- le programme

Les candidats sont tenus de signaler, dans les conditions prévues à l'article 8, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

2.3. Variantes

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune variante.

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

2.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.5. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.7. Mode de dévolution

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera donc passé pour la réalisation des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées dans le respect des dispositions de l'article 4.1 ci-après.

2.8. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en

compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.9. Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché.

La date de la visite sera communiquée aux candidats via la plateforme dématérialisée des marchés publics

À l'issue de cette visite obligatoire : Une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

Toutefois, les candidats déclarant avoir une connaissance préalable des lieux devront en apporter la preuve dans leur offre, par tout moyen à leur convenance (attestation, photos, comptes rendus de visites antérieures, etc.).

Cette connaissance des lieux pourra être prise en compte dans l'analyse des offres, notamment au titre de la compréhension des contraintes d'exécution.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement d'opérateurs économiques. Ils peuvent également sous-traiter une partie des prestations et s'appuyer le cas échéant sur la capacité du sous-traitant. Enfin, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'une entreprise tierce.

Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché ou durant son exécution, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

4.1. La réponse en groupement

Candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (articles R 2142-19 à 2142-25 du code de la commande publique).

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en mandataire de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement momentané d'entreprises, l'opérateur économique désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Cette solidarité est justifiée par la nature du marché : les entreprises groupées devront nécessairement travailler de concert, ce qui rend impossible de discerner précisément les responsabilités de chacun.

4.2. Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité du sous-traitant

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat doit cumulativement :

- Justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans le présent document ;
- Justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants présentés pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit et signé (NB : pas d'obligation de signature électronique) des sous-traitants ;
- Présenter le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance à jour téléchargeable sur le site du ministère de l'Économie (ou équivalent) ; les candidats sont informés qu'il existe une notice d'aide à l'utilisation du DC4.

4.3. Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que des co-traitants ou des sous-traitants

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat doit :

- Justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans le présent règlement de la consultation ;
et
- Justifier qu'il en disposera pour l'exécution en produisant un engagement écrit et signé (NB : pas d'obligation de signature électronique) de l'opérateur.

ARTICLE 5 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

5.1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

1/ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

2/ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- Capacité économique et financière :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
 - Preuve d'une assurance pour les risques professionnels : responsabilité civile professionnelle.
- Capacités techniques et professionnelles (au regard de l'article 1.5 précédent) :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
 - Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique).
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.
 - Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Les candidats auront également la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur dossier de candidature :
 - La liste des documents concernés pouvant être obtenus par ce biais ;
 - L'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises ;
- Les documents concernés doivent être toujours valables.

Les candidats sont enfin informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition des informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur candidature :
 - La liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais ;
 - Les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès aux documents concernés doit être gratuit et ne doit pas nécessiter la création d'un compte spécifique.

5.2. Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein **d'un dossier "Offre"** :

Un projet de marché comprenant :

- Un cadre d'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dûment complété pour valoir offre de prix
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations
- L'attestation de visite mentionnée à l'article 2.9 du présent document
- Un mémoire technique comprenant : une analyse contextuelle des besoins, contraintes et opportunités du projet, une note méthodologique pour chaque étape de la mission, une note sur l'organisation de l'équipe, les moyens humains et matériels spécifiques affectés à la mission, un planning d'intervention global (à l'échelle de l'ensemble des phases conception et réalisation de l'opération) faisant apparaître les délais des éléments de mission et l'approche développement durable et RSE du candidat ainsi que le nombre de réunions pour chaque élément de mission.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les documents remis par le pouvoir adjudicateur mentionnés à l'article 2.2, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement ainsi que le CCAP seront signés par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

ARTICLE 6 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

6.1. Critères

Critères de jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- CRITERE N°1 : Valeur technique de l'offre apprécié au regard du mémoire technique – Noté sur 10 points - coefficient de pondération : 60%
- CRITERE N°2 : Prix des prestations – Noté sur 10 points - Coefficient de pondération : 40% - Ce critère sera analysé sur la base du montant HT indiqué à l'AE et calculé avec la formule ci-après :

$$\text{Note de l'offre} = (\text{montant HT de l'offre la moins élevée}) / (\text{montant HT de l'offre notée}) \times 10$$

Pour chaque critère, les candidats sont notés selon la pondération associée. Les notes obtenues aux différents critères sont ensuite additionnées afin de déterminer, pour chaque candidat, une note finale sur 100 points. L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre présentant le total le plus important.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

6.2. Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 7 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- **L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale**

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article 5.1, en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Cas général : Seule la forme dématérialisée est admise

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

7.1. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

7.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. Le pouvoir adjudicateur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB.

Si à l'article 7.3 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Adresse : Centre de recherche INRAE des Antilles-Guyane - Établissement public à caractère scientifique et technologique - Domaine Duclos – Prise d'eau - 97170 PETIT-BOURG

Offre pour la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'incubateur du CIAG

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

7.3. Modalités de signature des candidatures et des offres

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une séance de signature de ses pièces.

En cas de signature électronique, le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS »**.

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1^{er} octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur

juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 10 – JURIDICTION COMPETANTE

Tribunal administratif de Guadeloupe
34 chemin des Bougainvilliers - Cité Guillard
97100 BASSE-TERRE
Téléphone : 05 90 38 49 00
Télécopie : 05 90 81 96 70
Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr